

**AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE
COMMUN DE DELEGUE A LA PROTECTION DES
DONNEES**

**ENTRE ROANNAIS AGGLOMERATION ET LA
COMMUNE DE**

(Articles L.5211-4-2 du CGCT)

Entre :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROANNAIS AGGLOMERATION, représentée par son Président, Monsieur Yves NICOLIN, habilité à l'effet des présentes par une délibération du Bureau communautaire en date du ... ;

D'une part,

Et

LA COMMUNE DE ..., représentée par son Maire, Monsieur/Madame ..., habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil municipal en date du ... ;

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-4-2 relatif aux services communs

Vu la délibération du Bureau communautaire du 30 septembre 2019 portant création du service commun « Délégué à la protection des données (DPO) » ;

Vu la délibération du Bureau communautaire du 23 juin 2022 portant avenant à la convention de service commun de délégué à la protection des données (DPO) et fixant la fin de la convention au 31 décembre 2022 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

La convention de service commun de délégué à la protection des données arrive à échéance le 31 décembre 2022. Il est proposé de prolonger la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

De plus, le présent avenant renforce les missions du service commun avec l'ajout d'actions collectives visant à renforcer la formation et l'information des élus et agents des communes membres du service commun.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « MISSIONS DU SERVICES »

L'article 3 de la convention initiale est modifié comme suit :

« Les missions du service commun sont les suivantes :

A. Les missions relevant des attributions du DPO

- informer et conseiller le responsable de traitement ou le sous-traitant, ainsi que leurs employés sur les obligations qui leur incombent en vertu du RGPD et d'autres dispositions en matière de protection de données à caractère personnel ;
- informer des manquements constatés et conseiller le responsable du traitement dans les mesures à prendre pour y remédier, en lui soumettant les arbitrages nécessaires ;
- veiller à la mise en œuvre de mesures appropriées pour permettre au responsable de traitement de démontrer que ces derniers sont effectués conformément au RGPD, et si besoin, réexaminer et actualiser ces mesures ;
- veiller à la bonne application du principe de protection des données dans tous projets comportant un traitement de données personnelles ;
- assurer la gestion des demandes d'exercice de droits, des réclamations et des requêtes formulées par les personnes concernées par les traitements des communes ;
- transmettre ces demandes aux services intéressés et les aider à répondre aux requérants ;
- accompagner les communes membres dans la réalisation d'études d'impact sur la vie privée ;
- assister les communes membres dans la transmission des violations de données auprès de l'Autorité de contrôle et les accompagner dans les démarches associées ;
- auditer et contrôler, de manière indépendante, le respect du RGPD par le responsable de traitement, y compris en ce qui concerne la répartition des responsabilités, la sensibilisation et la formation du personnel participant aux opérations de traitement et les audits s'y rapportant ;
- être l'interlocuteur de l'Autorité de contrôle.

Les missions du service couvrent l'ensemble des traitements mis en œuvre par l'organisme qui l'a désigné. Les lignes directrices détaillent le rôle du délégué en matière de contrôle, d'analyse d'impact et de tenue du registre des activités de traitement.

B. Les actions collectives visant la formation et l'information des élus et des agents municipaux

- Rédaction d'un guide pratique qui reprend les obligations en matière de respect du RGPD et qui décrit les actions fondamentales à mettre en place pour s'y conformer ;
- Création d'une newsletter biannuelle portant sur l'actualité de la protection des données et sur les évolutions du RGPD ;
- Participation à minima à deux réunions de secrétaires de mairie par an afin d'animer des ateliers thématiques en matière de respect du RGPD ;
- Rédaction d'un rapport d'activité annuel qui retrace l'activité globale du service commun, qui sera adressé aux membres du service commun. Il sera envoyé au plus tard durant le 1^{er} semestre de l'année n+1 ;
- Rédaction d'un rapport opérationnel propre à chaque commune qui leur sera adressé dans les mêmes délais. »

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 « ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION »

L'article 7 de la convention initiale est modifié comme suit :

« La présente convention prend fin le 31 décembre 2023.

Toute entité membre du service commun souhaitant mettre fin à son adhésion au service commun DPO en informera Roannais Agglomération par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum de trois mois avant le terme de la convention. »

ARTICLE 4 : AUTRES CLAUSES

Les autres articles demeurent inchangés. Cet avenant prend effet à compter du 31 décembre 2022.

Fait à Roanne, le en 2 exemplaires

POUR LA COMMUNE DE

Le Maire,

Madame/Monsieur

POUR ROANNAIS AGGLOMERATION

Le Président,

**Pour le Président, par délégation,
Le Conseiller Délégué à l'aménagement
de l'espace et à la mutualisation**

**Monsieur Hervé DAVAL
Maire de Saint-Vincent-de-Boisset**